



# DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 3\$20

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS	
As três séries . . . Ano	860\$
A 1.ª série . . .	140\$
A 2.ª série . . .	120\$
A 3.ª série . . .	120\$
Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio	

ASSINATURAS	
Semestre . . . . .	200\$
“ . . . . .	80\$
“ . . . . .	70\$
“ . . . . .	70\$

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

## SUMÁRIO

### Ministério das Finanças:

**Decreto-Lei n.º 39 005** — Torna aplicável a qualquer entidade recebedora dos bilhetes e fracções da lotaria nacional devolvidos das províncias do ultramar português o benefício de isenção de direitos estabelecido pelo Decreto-Lei n.º 34 448.

### Ministério dos Negócios Estrangeiros:

**Decreto-Lei n.º 39 006** — Aprova, para ratificação, a Convenção para a criação de um Conselho de Cooperação Aduaneira e Anexo, assinados em Bruxelas em 15 de Dezembro de 1950.

Aduaneira e Anexo, assinados em Bruxelas em 15 de Dezembro de 1950, cujos textos, em francês e inglês e respectiva tradução, são os seguintes:

### Convention portant création d'un Conseil de Coopération Douanière

Les Gouvernements signataires de la présente Convention,

Considérant qu'il convient d'assurer à leurs régimes douaniers le plus haut degré d'harmonisation et d'uniformité, et spécialement d'étudier les problèmes inhérents au développement et au progrès de la technique douanière et la législation y afférente,

Convaincus qu'il aurait intérêt pour le commerce international à promouvoir entre les Gouvernements la coopération en ces matières, compte tenu à la fois des facteurs économiques et de la technique douanière qu'elle comporte,

Sont convenus de ce qui suit:

#### ARTICLE I

Il est créé un Conseil de Coopération Douanière dénommé ci-après «Conseil».

#### ARTICLE II

(a) Sont Membres du Conseil:

- (i) Les Parties Contractantes à la présente Convention;
- (ii) Le Gouvernement de tout territoire douanier autonome, en ce qui concerne ses relations commerciales extérieures, qui est proposé par la Partie Contractante ayant la responsabilité officielle des relations diplomatiques du dit territoire et dont l'admission en tant que membre distinct est agréé par le Conseil;

(b) Tout Gouvernement d'un territoire douanier distinct, Membre du Conseil en vertu du paragraphe (a) (ii) ci-dessus, cessera d'être Membre du Conseil sur notification faite au Conseil de son retrait par la Partie Contractante qui assume la responsabilité officielle de ses relations diplomatiques;

(c) Chaque Membre du Conseil nomme un délégué et un ou plusieurs délégués suppléants pour le représenter au Conseil. Ces délégués peuvent être assistés de conseillers;

(d) Le Conseil peut admettre en son sein, en qualité d'observateur, des représentants de pays non membres ou d'organismes internationaux.

#### ARTICLE III

Le Conseil est chargé:

(a) D'étudier toutes questions relatives à la coopération douanière que les Parties Contractantes sont

## MINISTÉRIO DAS FINANÇAS

Direcção-Geral das Alfândegas

### Decreto-Lei n.º 39 005

Usando da faculdade conferida pela 1.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. O benefício de isenção de direitos estabelecido pelo Decreto-Lei n.º 34 448, de 17 de Março de 1945, é aplicável a qualquer entidade recebedora dos bilhetes e fracções da lotaria nacional devolvidos das províncias do ultramar português.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 24 de Novembro de 1952. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — António de Oliveira Salazar — João Pinto da Costa Leite — Fernando dos Santos Costa — Joaquim Trigo de Negreiros — Manuel Gonçalves Cavaleiro de Ferreira — Artur Aguedo de Oliveira — Adolfo do Amaral Abranches Pinto — Américo Deus Rodrigues Thomaz — Paulo Arsénio Viríssimo Cunha — José Frederico do Casal Ribeiro Ulrich — Manuel Maria Sarmiento Rodrigues — Fernando Andrade Pires de Lima — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — José Soares da Fonseca.

## MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

### Decreto-Lei n.º 39 006

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovada, para ratificação, a Convenção para criação de um Conselho de Cooperação

convenues de promouvoir conformément aux objectifs généraux de la présente Convention;

(b) D'examiner les aspects techniques des régimes douaniers ainsi que les facteurs économiques qui s'y rattachent en vue de proposer à ses Membres des moyens pratiques pour obtenir le plus haut degré d'harmonisation et d'uniformité;

(c) D'élaborer des projets de convention et d'amendements aux conventions ainsi que d'en recommander l'adoption aux Gouvernements intéressés;

(d) De faire des recommandations pour assurer l'interprétation et l'application uniformes des conventions conclues à la suite de ses travaux ainsi que de la Convention sur la Nomenclature pour la Classification des Marchandises dans les Tarifs douaniers et de la Convention sur la Valeur en Douane des Marchandises élaborées par le Groupe d'Études pour l'Union Douanière Européenne et, à cette fin, de remplir les fonctions qui lui seraient expressément assignées par les dispositions des dites Conventions;

(e) De faire des recommandations en tant qu'organisme de conciliation pour le règlement des différends qui viendraient à surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application des Conventions visées au paragraphe (d) ci-dessus, conformément aux dispositions des dites Conventions; les parties intéressées peuvent, d'un commun accord, s'engager par avance à se conformer à la recommandation du Conseil;

(f) D'assurer la diffusion des renseignements concernant la réglementation et la technique douanières;

(g) De fournir aux Gouvernements intéressés, d'office ou à leur demande, des renseignements ou des avis sur les questions douanières rentrant dans le cadre des objectifs généraux de la présente Convention, et de faire des recommandations à ce sujet;

(h) De coopérer avec les autres organisations intergouvernementales au sujet des matières relevant de sa compétence.

#### ARTICLE IV

Les Membres du Conseil fourniront à celui-ci, sur sa demande, les renseignements et la documentation nécessaires à l'accomplissement de sa mission; toutefois, aucun Membre du Conseil ne sera tenu de fournir des informations confidentielles dont la divulgation entraverait l'application de la loi, serait contraire à l'intérêt public ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes des entreprises publiques ou privées.

#### ARTICLE V

Le Conseil est assisté d'un Comité Technique Permanent et d'un secrétaire général.

#### ARTICLE VI

(a) Le Conseil élit chaque année parmi les délégués son président et au moins deux vice-présidents;

(b) Il établit son règlement intérieur à la majorité des deux tiers de ses Membres;

(c) Il institue un Comité de la Nomenclature, conformément aux dispositions de la Convention sur la Nomenclature pour la classification des Marchandises dans les Tarifs Douaniers, ainsi qu'un Comité de la Valeur, conformément aux dispositions de la Convention sur la Valeur en Douane des Marchandises. Il peut en outre instituer tous autres comités qu'il juge nécessaires pour l'application des Conventions visées à l'article III (d), ou pour tout autre objet relevant de sa compétence;

(d) Il fixe les tâches imparties au Comité Technique Permanent et les pouvoirs qu'il lui délègue;

(e) Il approuve le budget annuel, contrôle les dépenses et donne au Secrétariat Général les directives nécessaires en ce qui concerne ses finances.

#### ARTICLE VII

(a) Le siège du Conseil est fixé à Bruxelles;

(b) Le Conseil, le Comité Technique Permanent et les comités créés par le Conseil peuvent se réunir en un lieu autre que le siège du Conseil, si celui-ci en décide ainsi;

(c) Le Conseil se réunit au moins deux fois par an; sa première réunion aura lieu au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

#### ARTICLE VIII

(a) Chaque Membre du Conseil dispose d'une voix; toutefois aucun Membre ne peut participer au vote sur les questions relatives à l'interprétation et à l'application des conventions en vigueur, visées à l'article III (d) ci-dessus qui ne lui sont pas applicables, ni sur les amendements relatifs à ces conventions;

(b) Sous réserve de l'article VI (b), les décisions du Conseil sont prises à la majorité des deux tiers des Membres présents ayant voix délibérative. Le Conseil ne peut valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié de ses Membres ayant voix délibérative en ce qui concerne cette question sont représentés.

#### ARTICLE IX

(a) Le Conseil établit avec les Nations Unies leurs organes principaux et subsidiaires, leurs institutions spécialisées, ainsi qu'avec tous autres organismes intergouvernementaux, toutes relations propres à assurer une collaboration dans la poursuite de leurs missions respectives;

(b) Le Conseil peut conclure les arrangements propres à faciliter les consultations et la coopération avec les organisations non gouvernementales intéressées à des questions relevant de sa compétence.

#### ARTICLE X

(a) Le Comité Technique Permanent est composé de représentants des Membres du Conseil. Chaque Membre du Conseil peut nommer un délégué et un ou plusieurs délégués suppléants pour le représenter au Comité.

Les représentants sont des fonctionnaires spécialisés dans les questions de technique douanière. Ils peuvent être assistés d'experts;

(b) Le Comité Technique Permanent se réunit au moins quatre fois par an.

#### ARTICLE XI

(a) Le Conseil nomme le secrétaire général et un secrétaire général adjoint et détermine leurs attributions, leurs obligations, leur statut administratif et la durée de leurs fonctions;

(b) Le secrétaire général nomme le personnel administratif du Secrétariat Général. Les effectifs et le statut de ce personnel sont soumis à l'approbation du Conseil.

#### ARTICLE XII

(a) Chaque Membre du Conseil assume les dépenses de sa propre délégation au Conseil, au Comité Technique Permanent et aux comités créés par le Conseil;

(b) Les dépenses du Conseil sont supportées par ses Membres et réparties suivant le barème fixé par le Conseil;

(c) Le Conseil peut suspendre le droit de vote de tout Membre qui ne s'acquitterait pas de ses obligations financières dans un délai de trois mois après que le montant de sa contribution lui ait été notifié;

(d) Chaque Membre du Conseil est tenu de verser intégralement sa quote-part annuelle dans les dépenses de l'exercice au cours duquel il est devenu Membre du Conseil ainsi que celui au cours duquel sont retraité de- vient effectif,

## ARTICLE XIII

(a) Le Conseil jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, de la capacité juridique nécessaire à l'exercice de ses fonctions, telle qu'elle est définie à l'Annexe de la présente Convention;

(b) Le Conseil, les représentants de ses Membres, les conseillers et experts désignés pour les seconder, les fonctionnaires du Conseil jouissent des privilèges et immunités définis à la dite Annexe;

(c) Celle-ci fait partie intégrante de la présente Convention et toute référence à la Convention s'applique également à cette Annexe.

## ARTICLE XIV

Les Parties Contractantes acceptent les dispositions du Protocole relatif au Groupe d'Etudes pour l'Union Douanière Européenne ouvert à la signature à Bruxelles à la même date que la présente Convention. Pour fixer le barème des contributions visé à l'article XII (b), le Conseil prendra en considération la participation de ses Membres au Groupe d'Etudes.

## ARTICLE XV

La présente Convention sera ouverte à la signature jusqu'au 31 mars 1951.

## ARTICLE XVI

(a) La présente Convention sera ratifiée;

(b) Les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, qui notifiera ce dépôt à tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi qu'au secrétaire général.

## ARTICLE XVII

(a) La présente Convention entrera en vigueur dès que sept des Gouvernements signataires auront déposé leur instrument de ratification;

(b) Pour tout Gouvernement signataire déposant son instrument de ratification ultérieurement, la Convention entrera en vigueur à la date du dépôt de cet instrument de ratification.

## ARTICLE XVIII

(a) Le Gouvernement de tout Etat non signataire de la présente Convention pourra y adhérer à partir du 1<sup>er</sup> avril 1951;

(b) Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, qui notifiera ce dépôt à tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi qu'au secrétaire général;

(c) La présente Convention entrera en vigueur à l'égard de tout Gouvernement adhérent à la date du dépôt de son instrument d'adhésion mais pas avant son entrée en vigueur telle qu'elle est fixée à l'article XVII (a).

## ARTICLE XIX

La présente Convention est conclue pour une durée illimitée, mais toute Partie Contractante pourra la dénoncer à tout moment, cinq ans après son entrée en vigueur telle qu'elle est fixée à l'article XVII (a). La dénonciation deviendra effective à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de réception de la notification de dénonciation par le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique; celui-ci avisera de cette réception tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi que le secrétaire général.

## ARTICLE XX

(a) Le Conseil peut recommander aux Parties Contractantes des amendements à la présente Convention;

(b) Toute Partie Contractante acceptant un amendement notifiera par écrit son acceptation au Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, qui avisera tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi que le secrétaire général de la réception de la notification d'acceptation;

(c) Un amendement entrera en vigueur trois mois après que les notifications d'acceptation de toutes les Parties Contractantes auront été reçues par le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique. Lorsqu'un amendement aura été ainsi accepté par toutes les Parties Contractantes, le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique en avisera tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi que le secrétaire général en leur faisant connaître la date de son entrée en vigueur;

(d) Après l'entrée en vigueur d'un amendement, aucun Gouvernement ne pourra ratifier la présente Convention ou y adhérer sans accepter également cet amendement.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le quinze décembre mil neuf cent cinquante (15 décembre 1950) en langue française et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul original, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement belge, qui en délivrera des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires et adhérents.

Pour l'Allemagne:

*v. Maltzan.*

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:

*Paul van Zeeland.*

Pour le Danemark:

*Bent Falkenstjerne.*

Pour la France:

*J. de Hauteclocque.*

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:

*J. H. le Rougetel.*

Pour la Grèce:

*D. Capsalis.*

Pour l'Irlande:

Pour l'Islande:

*Pétur Benediktson.*

Pour l'Italie:

*Pasquale Diana.*

Pour le Luxembourg:

*Robert Als.*

Pour la Norvège:

*Johan Georg Raeder.*

Pour les Pays-Bas:

*G. Beclaerts van Blokland.*

Pour le Portugal:

*Eduardo Vieira Leitão.*

Pour la Suède:

*G. de Reuterskiöld.*

Pour la Suisse:

Pour la Turquie:

#### Section 6

Sans être astreint à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers:

(a) Le Conseil peut détenir des devises de toute nature et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;

(b) Le Conseil peut transférer librement ses fonds d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par lui en toute autre monnaie.

#### Section 7

Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés en vertu de la section 6 ci-dessus, le Conseil tiendra compte de toutes représentations qui lui seraient faites par l'un de ses Membres et y fera droit dans la mesure où il estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses propres intérêts.

#### Section 8

Le Conseil, ses avoirs, revenus et autres biens sont:

(a) Exonérés de tout impôt direct. Il est entendu toutefois que le Conseil ne demandera pas l'exonération d'impôts constituant la simple rémunération de services d'utilité publique;

(b) Exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés par le Conseil pour son usage officiel;

Il est entendu toutefois que les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le Gouvernement de ce pays;

(c) Exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions à l'égard de ses publications.

#### Section 9

Bien que le Conseil ne revendique pas, en règle générale, l'exonération des droits d'accise et des taxes à la vente entrant dans le prix des biens mobiliers ou immobiliers, cependant quand il effectue pour son usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, les membres du Conseil prendront, chaque fois qu'il leur sera possible, les arrangements administratifs appropriés en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

#### ARTICLE IV

#### Facilités de communications

##### Section 10

Le Conseil jouira, pour ses communications officielles, sur le territoire de chacun de ses Membres, d'un traitement non moins favorable que le traitement accordé par ce Membre à tout autre Gouvernement, y compris à sa mission diplomatique, en matière de priorités, tarifs et taxes sur le courrier, les cablogrammes, télégrammes, radiotélégrammes, téléphotos, communications téléphoniques et autres communications, ainsi qu'en matière de tarifs de presse pour les informations à la presse et à la radio.

##### Section 11

La correspondance officielle et les autres communications officielles du Conseil ne pourront être censurées.

La présente section ne pourra en aucune manière être interprétée comme interdisant l'adoption de mesures de sécurité appropriées à déterminer suivant accord entre le Conseil et l'un de ses Membres.

## ANNEXE

### Capacité juridique, privilèges et immunités du Conseil

#### ARTICLE I

##### Définitions

###### Section 1

Pour l'application de la présente Annexe:

(i) Aux fins de l'article III, les mots « biens et avoirs » s'appliquent également aux biens et fonds administrés par le Conseil dans l'exercice de ses attributions organiques;

(ii) Aux fins de l'article V l'expression « représentants des membres » est considérée comme comprenant tous les représentants, représentants suppléants, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégations.

#### ARTICLE II

##### Personnalité juridique

###### Section 2

Le Conseil possède la personnalité juridique. Il a la capacité:

- (a) De contracter;
- (b) D'acquérir et de disposer des biens immobiliers et mobiliers;
- (c) D'ester en justice.

En ces matières, le secrétaire général représente le Conseil.

#### ARTICLE III

##### Biens, fonds et avoirs

###### Section 3

Le Conseil, ses biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où il y a expressément renoncé dans un cas particulier. Il est entendu toutefois que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures d'exécution.

###### Section 4

Les locaux du Conseil sont inviolables.

Ses biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.

###### Section 5

Les archives du Conseil et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par lui, sont inviolables en quelque endroit qu'ils se trouvent.

## ARTICLE V

**Représentants des Membres****Section 12**

Aux réunions du Conseil, du Comité Technique Permanent et des Comités du Conseil, les représentants de ses Membres, jouissent pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges et immunités suivants:

(a) Immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels et, en ce qui concerne les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits), immunité de toute juridiction;

(b) Inviolabilité de tous papiers et documents;

(c) Droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courriers ou par valises scellées;

(d) Exemption pour eux-mêmes et pour leur conjoint à l'égard de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration et de toutes formalités d'enregistrement des étrangers, dans les pays visités ou traversés par eux dans l'exercice de leurs fonctions;

(e) Mêmes facilités en ce qui concerne les restrictions monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants des Gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

(f) Mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux membres de missions diplomatiques d'un rang comparable.

**Section 13**

En vue d'assurer aux représentants des Membres du Conseil aux réunions du Conseil, du Comité Technique Permanent et des Comités du Conseil une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'accomplissement de leurs fonctions, l'immunité de juridiction en ce qui concerne les paroles, les écrits ou les actes émanant d'eux dans l'accomplissement de leurs fonctions continuera à leur être accordée même après que le mandat de ces personnes aura pris fin.

**Section 14**

Les privilèges et immunités sont accordés aux représentants des Membres, non pour leur bénéfice personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions en ce qui concerne le Conseil. Par conséquent, un Membre a non seulement le droit, mais le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où, à son avis, l'immunité empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans nuire au but pour lequel elle est accordée.

**Section 15**

Les dispositions des sections 12 et 13 ne sont pas opposables aux autorités de l'Etat dont la personne est ressortissante ou dont elle est ou a été le représentant.

## ARTICLE VI

**Fonctionnaires du Conseil****Section 16**

Le Conseil déterminera les catégories de fonctionnaires auxquels s'appliquent les dispositions du présent article.

Le secrétaire général communiquera aux Membres du Conseil les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories.

**Section 17**

Les fonctionnaires du Conseil:

(a) Jouiront de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux (y compris leurs paroles et écrits) dans l'exercice de leurs fonctions et dans la limite de leurs attributions;

(b) Seront exonérés de tout impôt sur les traitements et émoluments qui leur sont versés par le Conseil;

(c) Ne seront pas soumis, non plus que leur conjoint et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux mesures restrictives relatives à l'immigration, ni aux formalités d'enregistrement des étrangers;

(d) Jouiront, en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes privilèges que les membres des missions diplomatiques d'un rang comparable;

(e) Jouiront, en période de crise internationale, ainsi que leur conjoint et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les membres des missions diplomatiques de rang comparable;

(j) Jouiront du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonction dans le pays intéressé et de les réexpédier en franchise vers leur pays de domicile lors de la cessation de leurs fonctions.

**Section 18**

Outre les privilèges et immunités prévus à la section 17, le secrétaire général du Conseil, tant en ce qui le concerne qu'en ce qui concerne son conjoint et ses enfants mineurs, jouira des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés, conformément au droit international, aux chefs de missions diplomatiques.

Le secrétaire général adjoint jouira des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés aux représentants diplomatiques de rang comparable.

**Section 19**

Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires uniquement dans l'intérêt du Conseil et non pour leur bénéfice personnel. Le secrétaire général pourra et devra lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans porter préjudice aux intérêts du Conseil. Seul le Conseil aura le droit de lever l'immunité du secrétaire général.

## ARTICLE VII

**Experts en mission pour le Conseil****Section 20**

Les experts (autres que les fonctionnaires visés à l'article VI), lorsqu'ils accomplissent des missions pour le Conseil, jouissent pendant la durée de cette mission y compris le temps du voyage, des privilèges, immunités et facilités nécessaires pour exercer leurs fonctions en toute indépendance, notamment de:

(a) L'immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages;

(b) L'immunité de juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par eux, y compris leurs paroles et écrits, dans l'exercice de leurs missions et dans les limites de leurs attributions;

(c) L'inviolabilité de tous papiers et documents.

**Section 21**

Les privilèges, immunités et facilités sont accordés aux experts dans l'intérêt du Conseil et non à leur avantage personnel. Le secrétaire général pourra et

devra lever l'immunité accordée à un expert, dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice ne soit faite et où elle pourrait être levée sans porter préjudice aux intérêts du Conseil.

#### ARTICLE VIII

##### Abus des privilèges

###### Section 22

Les représentants des Membres aux réunions du Conseil, du Comité Technique Permanent et des Comités du Conseil, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de réunion, ainsi que les fonctionnaires visés à la section 16 et à la section 20, ne seront pas contraints par les autorités territoriales de quitter le pays dans lequel ils exercent leurs fonctions en raison d'activités exercées par eux en leur qualité officielle. Toutefois, dans le cas où une telle personne abuserait du privilège de résidence en exerçant dans ce pays des activités sans rapport avec ses fonctions officielles, elle pourra être contrainte de quitter le pays par le Gouvernement de celui-ci, sous réserve des dispositions ci-après:

- (i) Les représentants des Membres du Conseil ou les personnes jouissant de l'immunité diplomatique aux termes de la section 18 ne seront pas contraints de quitter le pays si ce n'est conformément à la procédure diplomatique applicable aux envoyés diplomatiques accrédités dans ce pays;
- (ii) Dans le cas d'un fonctionnaire auquel ne s'applique pas la section 18, aucune décision d'expulsion ne sera prise sans l'approbation du Ministère des Affaires Étrangères du pays en question, approbation qui ne sera donnée qu'après consultation avec le secrétaire général du Conseil; et si une procédure d'expulsion est engagée contre un fonctionnaire, le secrétaire général du Conseil aura le droit d'intervenir dans cette procédure pour la personne contre qui la procédure est intentée.

###### Section 23

Le secrétaire général collaborera en tout temps avec les autorités compétentes des Membres du Conseil en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités énumérés dans la présente Annexe.

#### ARTICLE IX

##### Règlement des différends

###### Section 24

Le Conseil devra prévoir des modes de règlement appropriés pour:

- (a) Les différends en matière de contrats ou autres différends de droit privé dans lesquels le Conseil serait partie;
- (b) Les différends dans lesquels serait impliqué un fonctionnaire du Conseil qui, du fait de sa situation officielle, jouit de l'immunité si cette immunité n'a pas été levée conformément aux dispositions des sections 19 et 21.

#### ARTICLE X

##### Accords complémentaires

###### Section 25

Le Conseil pourra conclure avec une ou plusieurs des Parties Contractantes des accords complémentaires, aménageant, en ce qui concerne cette Partie Contractante ou ces Parties Contractantes, les dispositions de la présente Annexe.

##### Convention establishing a Customs Co-operation Council

The Governments signatory to the present Convention,

Considering it advisable to secure the highest degree of harmony and uniformity in their customs systems and especially to study the problems inherent in the development and improvement of customs technique and customs legislation in connection therewith,

Convinced that it will be in the interests of international trade to promote co-operation between Governments in these matters, bearing in mind the economic and technical factors involved therein,

Have agreed as follows:

#### ARTICLE I

A Customs Co-operation Council (hereinafter referred to as «the Council») is hereby set up.

#### ARTICLE II

(a) The Members of the Council shall be:

- (i) The Contracting Parties to the present Convention;
- (ii) The Government of any separate customs territory which is proposed by a Contracting Party having responsibility for the formal conduct of its diplomatic relations, which is autonomous in the conduct of its external commercial relations and whose admission as a separate Member is approved by the Council.

(b) Any Government of a separate customs territory, which is a Member of the Council under paragraph (a) (ii) above, shall cease to be a Member on notification to the Council of the withdrawal of its membership by the Contracting Party having responsibility for the formal conduct of its diplomatic relations.

(c) Each Member shall nominate one delegate and one or more alternates to be its representatives on the Council. These representatives may be assisted by advisers;

(d) The Council may admit representatives of non-member Governments or of international organisations in the capacity of observers.

#### ARTICLE III

The functions of the Council shall be:

- (a) To study all questions relating to co-operation in customs matters which the Contracting Parties agree to promote in conformity with the general purposes of the present Convention;
- (b) To examine the technical aspects, as well as the economic factors related thereto, of customs systems with a view to proposing to its Members practical means of attaining the highest possible degree of harmony and uniformity;
- (c) To prepare draft Conventions and amendments to Conventions and to recommend their adoption by interested Governments;

(d) To make recommendations to ensure the uniform interpretation and application of the Conventions concluded as a result of its work as well as those concerning the Nomenclature for the Classification of Goods in Customs Tariffs and the Valuation of Goods for Customs Purposes prepared by the European Customs Union Study Group and, to this end, to perform such functions as may be expressly assigned to it in those Conventions in accordance with the provisions thereof;

(e) To make recommendations, in a conciliatory capacity, for the settlement of disputes concerning the interpretation or application of the Conventions referred to in paragraph (d) above in accordance with the provisions of those Conventions; the parties in dispute may agree in advance to accept the recommendations of the Council as binding;

(f) To ensure the circulation of information regarding customs regulations and procedures;

(g) On its own initiative or on request, to furnish to interested Governments information or advice on customs matters within the general purposes of the present Convention and to make recommendations thereon;

(h) To co-operate with other inter-governmental organisations as regards matters within its competence.

#### ARTICLE IV

The Member of the Council shall supply to the Council any information and documentation requested by it which is necessary for the execution of its functions provided that no Member shall be required to divulge confidential information, the disclosure of which would impede the enforcement of its laws, or which would otherwise be contrary to the public interest or prejudice the legitimate commercial interests of any enterprise, public or private.

#### ARTICLE V

The Council shall be assisted by a Permanent Technical Committee and a General Secretariat.

#### ARTICLE VI

(a) The Council shall elect annually from among the delegates of Members, a Chairman and not less than two Vice-Chairmen;

(b) It shall establish its own Rules of Procedure by a majority of not less than two-thirds of its Members;

(c) It shall establish a Nomenclature Committee as provided in the Convention on Nomenclature for the Classification of Goods in Customs Tariffs and a Valuation Committee as provided in the Convention on the Valuation of Goods for Customs Purposes.

It shall also establish such other committees as may be desirable for the purposes of the Conventions referred to in article III (d) or for any other purpose within its competence;

(d) It shall determine the tasks to be assigned to the Permanent Technical Committee and the powers to be delegated to it;

(e) It shall approve its annual budget, control its expenditure and give such directions as it may consider desirable regarding its finances to the General Secretariat.

#### ARTICLE VII

(a) The headquarters of the Council shall be in Brussels;

(b) The Council, the Permanent Technical Committee and any committees established by the Council may meet elsewhere than at the headquarters of the Council, if the Council so decides;

(c) The Council shall meet at least twice a year. Its first meeting shall take place not later than three

months after the entry into force of the present Convention.

#### ARTICLE VIII

(a) Each Member of the Council shall have one vote except that a Member shall not have a vote on any question relating to the interpretation, application or amendment of any of the Conventions referred to in article III (d) which is in force and which does not apply to that Member;

(b) Except as provided in article VI (b) the decisions of the Council shall be taken by a majority of two-thirds of the Members present and entitled to vote. The Council shall not take a decision on any matter unless more than half of the Members entitled to vote on that matter are present.

#### ARTICLE IX

(a) The Council shall establish such relations with the United Nations, its principal organs, subsidiary bodies and specialised agencies, and any other inter-governmental organisations, as may best assure collaboration in the achievement of their respective tasks;

(b) The Council may make arrangements necessary to facilitate consultation and co-operation with non-governmental organisation interested in matters within its competence.

#### ARTICLE X

(a) The Permanent Technical Committee shall be composed of representatives of the Members of the Council. Each Member of the Council may nominate one delegate and one or more alternates to be its representatives on the Committee. Representatives shall be official specialised in technical customs matters.

They may be assisted by experts;

(b) The Permanent Technical Committee shall meet not less than four times a year.

#### ARTICLE XI

(a) The Council shall appoint a Secretary General and a Deputy Secretary General whose functions, duties, conditions of service and terms of office shall be determined by the Council;

(b) The Secretary General shall appoint the staff of the General Secretariat. The establishment and staff regulations shall be approved by the Council.

#### ARTICLE XII

(a) Each Member shall bear the expenses of its own delegation to the Council, to the Permanent Technical Committee and to any committees of the Council;

(b) The expenses of the Council shall be borne by its Members in accordance with a scale to be determined by the Council;

(c) The Council may deprive of its voting rights any Member which does not pay its contribution within three months of being notified of the amount thereof;

(d) Each Member shall pay its full annual contribution for the financial year during which it becomes a Member of the Council and for the financial year during which its notice of withdrawal becomes effective.

#### ARTICLE XIII

(a) The Council shall enjoy, in the territory of each of its Members, such legal capacity, as defined in the Annex to the present Convention, as may be necessary for the exercise of its functions;

(b) The Council, the representatives of Members, the advisers and experts appointed to assist them, and the officials of the Council shall enjoy the privileges

and immunities specified in the Annex to the present Convention;

(c) The Annex to the present Convention shall form an integral part thereof, and any reference to the Convention shall be deemed to include a reference to the Annex.

#### ARTICLE XIV

The Contracting Parties accept the provisions of the Protocol concerning the European Customs Union Study Group opened for signature at Brussels on the same date as the present Convention. In determining the scale of contributions provided for in article XII (b), the Council shall take into consideration membership of the Study Group.

#### ARTICLE XV

The present Convention shall be open for signature until 31st March, 1951.

#### ARTICLE XVI

(a) The present Convention shall be subject to ratification.

(b) Instruments of ratification shall be deposited with the Belgian Ministry of Foreign Affairs, which shall notify all signatory and acceding Governments and the Secretary General of each deposit.

#### ARTICLE XVII

(a) When instruments of ratification have been deposited by seven of the signatory Governments, the present Convention shall come into force between them.

(b) For each signatory Government ratifying thereafter the present Convention shall come into force upon deposit of its instrument of ratification.

#### ARTICLE XVIII

(a) The Government of any State which is not a signatory to the present Convention may accede thereto as from 1st April, 1951.

(b) Instruments of accession shall be deposited with the Belgian Ministry of Foreign Affairs, which shall notify all signatory and acceding Governments and the Secretary General of each deposit.

(c) The present Convention shall come into force for any acceding Government on the deposit of its instrument of accession, but not before it comes into force in accordance with paragraph (a) of article XVII.

#### ARTICLE XIX

The present Convention is of unlimited duration, but at any time after the expiry of five years from its entry into force under paragraph (a) of Article XVII, any Contracting Party may withdraw therefrom. Withdrawal shall take effect one year after the date of receipt by the Belgian Ministry of Foreign Affairs of the notification of withdrawal. The Belgian Ministry of Foreign Affairs shall notify each withdrawal to all signatory and acceding Governments and to the Secretary General.

#### ARTICLE XX

(a) The Council may recommend amendments to the present Convention to the Contracting Parties.

(b) Any Contracting Party accepting an amendment shall notify the Belgian Ministry of Foreign Affairs in writing of its acceptance and the Belgian Ministry of Foreign Affairs shall notify all signatory and acceding Governments and the Secretary General of the receipt of the notice of acceptance.

(c) An amendment shall come into force three months after receipt by the Belgian Ministry of Foreign Affairs of notice of acceptance by all the Contracting Parties. When any amendment has been accep-

ted by all the Contracting Parties the Belgian Ministry of Foreign Affairs shall notify all signatory and acceding Governments and the Secretary General of such acceptance and of the date on which the amendment will come into force.

(d) After an amendment has come into force, no Government may ratify or accede to the present Convention unless it also accepts the amendment.

In witness whereof the undersigned, having been duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Convention.

Done at Brussels on the fifteenth day of December, nineteen hundred and fifty (December 15th, 1950) in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original, which shall be deposited in the archives of the Government of Belgium which shall transmit certified copies thereof to each signatory and acceding Government.

For Germany:

*v. Maltzan.*

For Austria:

For Belgium:

*Paul van Zeeland.*

For Denmark:

*Bent Falkenstjerne.*

For France:

*J. de Hauteclouque.*

For Great Britain and Northern Ireland:

*J. H. le Rougetel.*

For Greece:

*D. Capsalis.*

For Ireland:

For Iceland:

*Pétur Benediktsson.*

For Italy:

*Pasquale Diana.*

For Luxembourg:

*Robert Als.*

For Norway:

*Johan Georg Raeder.*

For the Netherlands:

*G. Beeluerts van Blokland.*

For Portugal:

*Eduardo Vieira Leitão.*

For Sweden:

*G. de Reuterskiöld.*

For Switzerland:

For Turkey:



**ANNEX****Legal capacity, privileges and immunities of the Council****ARTICLE I****Definitions****Section 1**

In this Annex:

(i) For the purposes of Article III, the words «property and assets» shall also include property and funds administered by the Council in furtherance of its constitutional functions;

(ii) For the purposes of Article v, the expression «representatives of Members» shall be deemed to include all representatives, alternates, advisers, technical experts and secretaries of delegations.

**ARTICLE II****Juridical personality****Section 2**

The Council shall possess juridical personality. It shall have the capacity:

- (a) To contract;
- (b) To acquire and dispose of immovable and movable property;
- (c) To institute legal proceedings.

In these matters the Secretary General shall act on behalf of the Council.

**ARTICLE III****Property, funds and assets****Section 3**

The Council, its property and assets, wherever located and by whomsoever held, shall enjoy immunity from every form of legal process except in so far as in any particular case it has expressly waived its immunity. It is, however, understood that no waiver of immunity shall extend to any measure of execution.

**Section 4**

The premises of the Council shall be inviolable.

The property and assets of the Council, wherever located and by whomsoever held, shall be immune from search, requisition, confiscation, expropriation and any other form of interference, whether by executive, administrative, judicial or legislative action.

**Section 5**

The archives of the Council and in general all documents belonging to it or held by it, shall be inviolable, wherever located.

**Section 6**

Without being restricted by financial controls, regulations or moratoria of any kind:

- (a) The Council may hold currency of any kind and operate accounts in any currency;
- (b) The Council may freely transfer its funds from one country to another or within any country and convert any currency held by it into any other currency.

**Section 7**

The Council shall, in exercising its rights under section 6 above, pay due regard to any representations made by any of its Members and shall give effect to

such representations in so far as it considers that this can be done without detriment to the interests of the Council.

**Section 8**

The Council, its assets, income and other property shall be:

(a) Exempt from all direct taxes; it is understood, however, that the Council will not claim exemption from taxes which are, in fact, no more than charges for public utility services;

(b) Exempt from customs duties and prohibitions and restrictions on imports and exports in respect of article imported or exported by the Council for its official use; it is understood, however, that articles imported under such exemption will not be sold in the country into which they are imported, except under conditions agreed by the Government of that country;

(c) Exempt from all customs duties and prohibitions and restrictions on imports and exports in respect of its publications.

**Section 9**

While the Council will not, as a general rule, claim exemption from excise duties and from taxes on the sale of movable and immovable property which form part of the price to be paid, nevertheless when the Council is making important purchases for official use of property on which such duties and taxes have been charged or are chargeable, Members of the Council will, whenever possible, make appropriate administrative arrangements for the remission or return of the amount of duty or tax.

**ARTICLE IV****Facilities in respect of communications****Section 10**

The Council shall enjoy, in the territory of each of its Members, for its official communications, treatment not less favourable than that accorded by that Member to any other Government including the latter's diplomatic mission, in the matter of priorities, rates and taxes on mails, cables, telegrams, radiograms, telephotos, telephone and other communications, and press rates for information to the press and radio.

**Section 11**

No censorship shall be applied to the official correspondence and other official communications of the Council.

Nothing in this section shall be construed to preclude the adoption of appropriate security precautions to be determined by agreement between the Council and any of its Members.

**ARTICLE V****Representatives of members****Section 12**

Representatives of Members at meetings of the Council, the Permanent Technical Committee and committees of the Council shall, while exercising their functions and during their journeys to and from the place of meeting, enjoy the following privileges and immunities:

- (a) Immunity from personal arrest or detention and from seizure of their personal baggage, and in respect of words spoken or written and all acts done by them in their official capacity, immunity from legal process of every kind;
- (b) Inviolability for all papers and documents;

(c) The right to use codes and to receive papers or correspondence by courier or in sealed bags;

(d) Exemption in respect of themselves and their spouses from immigration restrictions or aliens' registration in the State which they are visiting or through which they are passing in the exercise of their functions;

(e) The same facilities in respect of currency or exchange restriction as are accorded to representatives of foreign Governments on temporary official missions;

(f) The same immunities and facilities in respect of their personal baggage as are accorded to members of comparable rank of diplomatic missions.

#### Section 13

In order to secure for the representatives of Members at meetings of the Council, the Permanent Technical Committee and committees of the Council complete freedom of speech and complete independence in the discharge of their duties, the immunity from legal process in respect of words spoken or written and all acts done by them in discharging their duties shall continue to be accorded, notwithstanding that the persons concerned are no longer engaged in the discharge of such duties.

#### Section 14

Privileges and immunities are accorded to the representatives of Members, not for the personal benefit of the individuals themselves, but in order to safeguard the independent exercise of their functions in connexion with the Council. Consequently, a Member not only has the right but is under a duty to waive the immunity of its representatives in any case where, in the opinion of the Member, the immunity would impede the course of justice, and where it can be waived without prejudice to the purpose for which the immunity is accorded.

#### Section 15

The provisions of sections 12 and 13 are not applicable in relation to the authorities of a State of which the person is a national or of which he is or has been a representative.

### ARTICLE VI

#### Officials of the Council

##### Section 16

The Council will specify the categories of officials to which this Article shall apply. The Secretary General shall communicate to the Members of the Council the names of the officials included in these categories.

##### Section 17

Officials of the Council shall:

(a) Be immune from legal process in respect of words spoken or written and all acts performed by them in their official capacity and within the limits of their authority;

(b) Be exempt from taxation in respect of the salaries and emoluments paid to them by the Council;

(c) Be immune, together with their spouses and relatives dependent on them, from immigration restrictions and alien registration;

(d) Be accorded the same privileges in respect of exchange facilities as are accorded to officials of comparable rank of diplomatic missions;

(e) Be given, together with their spouses and relatives dependent on them, the same repatriation facilities in time of international crises as officials of comparable rank of diplomatic missions;

(f) Have the right to import free of duty their furniture and effects at the time of first taking up their post in the country in question, and to return such furniture and effects free of duty to their country of domicile on the termination of their functions.

#### Section 18

In addition to the privileges and immunities specified in section 17, the Secretary General of the Council shall be accorded in respect of himself, his spouse and children under the age of 21, the privileges, immunities, exemptions and facilities accorded to heads of diplomatic missions in conformity with international law.

The Deputy Secretary General shall enjoy the privileges, immunities, exemptions and facilities accorded to diplomatic representatives of comparable rank.

#### Section 19

Privileges and immunities are granted to officials in the interests of the Council only and not for the personal benefit of the individuals themselves. The Secretary General shall have the right and the duty to waive the immunity of any official in any case where, in his opinion, the immunity would impede the course of justice and can be waived without prejudice to the interests of the Council. In the case of the Secretary General, the Council shall have the right to waive the immunity.

### ARTICLE VII

#### Experts on missions for the Council

##### Section 20

Experts (other than officials coming within the scope of article VI) performing missions for the Council, shall be accorded such privileges, immunities and facilities as are necessary for the independent exercise of their functions during the period of their missions, including the time spent on journeys in connection with their missions. In particular they shall be accorded:

(a) Immunity from personal arrest or detention and from seizure of their baggage;

(b) In respect of words spoken or written or things done by them in the performance of their mission and within the limits of their authority, immunity from legal process of every kind;

(c) Inviolability for all papers and documents.

##### Section 21

Privileges, immunities and facilities are granted to experts in the interests of the Council and not for the personal benefit of the individual concerned. The Secretary General shall have the right and the duty to waive the immunity of any expert in any case where, in his opinion, the immunity would impede the course of justice and it can be waived without prejudice to the interests of the Council.

### ARTICLE VIII

#### Abuses of privileges

##### Section 22

Representatives of Members at meetings of the Council, the Permanent Technical Committee and committees of the Council, while exercising their functions and during their journeys to and from the place of meeting, and officials within the meaning of section 16 and section 20, shall not be required by the territorial authorities to leave the country in which

they are performing their functions on account of any activities by them in their official capacity. In the case, however, of abuse of privileges of residence committed by any such person in activities in that country outside his official functions he may be required to leave by the Government of that country provided that:

- (i) Representatives of Members of the Council, or persons who are entitled to diplomatic immunity under section 18, shall not be required to leave the country otherwise than in accordance with the diplomatic procedure applicable to diplomatic envoys accredited to that country.
- (ii) In the case of an official to whom section 18 is not applicable, no order to leave the country shall be issued other than with the approval of the Foreign Minister of the country in question, and such approval shall be given only after consultation with the Secretary General of the Council; and if expulsion proceedings are taken against an official, the Secretary General of the Council shall have the right to appear in such proceedings on behalf of the person against whom they are instituted.

#### Section 23

The Secretary General shall co-operate at all times with the appropriate authorities of Members of the Council to facilitate the proper administration of justice, secure the observance of police regulations and prevent the occurrence of any abuses in connexion with the privileges, immunities and facilities enumerated in the present Annex.

#### ARTICLE IX

##### Settlement of disputes

#### Section 24

The Council shall make provision for appropriate modes of settlement of:

- (a) Disputes arising out of contracts or other disputes of a private character to which the Council is a party;
- (b) Disputes involving any official of the Council who by reason of his official position enjoys immunity, if immunity has not been waived in accordance with the provisions of sections 19 and 21.

#### ARTICLE X

##### Supplementary agreements

#### Section 25

The Council may conclude with any Contracting Party or Contracting Parties supplementary agreements adjusting the provisions of the present Annex so far as that Contracting Party or those Contracting Parties are concerned.

### Convenção para criação de um Conselho de Cooperação Aduaneira

Os Governos signatários da presente Convenção, Considerando que convém assegurar aos seus regimes aduaneiros o mais alto grau de harmonização e uniformidade, e especialmente estudar os problemas inerentes ao desenvolvimento e progresso da técnica aduaneira e a respectiva legislação;

Convencidos de que haveria interesse para o comércio internacional em promover entre os Governos a

cooperação nestas matérias, tendo em conta juntamente os factores económicos e a técnica aduaneira que ela implica;

Convencionaram o seguinte:

#### ARTIGO I

É criado um Conselho de Cooperação Aduaneira, na continuação denominada «Conselho».

#### ARTIGO II

(a) São Membros do Conselho:

- (i) As Partes Contratantes na presente Convenção;
- (ii) O Governo de qualquer território aduaneiro autónomo no que se refere às suas relações comerciais externas que seja proposto pela Parte Contratante que tiver a responsabilidade oficial das relações diplomáticas do dito território e cuja admissão como membro distinto for aprovada pelo Conselho.

(b) Qualquer Governo de um território aduaneiro distinto, Membro do Conselho em virtude do parágrafo (a) (ii) acima, cessará de ser Membro do Conselho por notificação ao Conselho da sua retirada pela Parte Contratante que assumir a responsabilidade oficial das suas relações diplomáticas;

(c) Cada Membro do Conselho nomeia um delegado e um ou vários delegados suplentes para o representar no Conselho. Esses delegados podem ser assistidos por conselheiros;

(d) O Conselho pode admitir, na qualidade de observadores, representantes de países não membros ou de organismos internacionais.

#### ARTIGO III

São funções do Conselho:

(a) Estudar todas as questões relativas à cooperação aduaneira que as Partes Contratantes convencionarem promover de conformidade com os objectivos gerais da presente Convenção;

(b) Examinar os aspectos técnicos dos regimes aduaneiros, assim como os factores económicos com estes relacionados, com vista a propor aos seus Membros meios práticos para obter o mais alto grau de harmonização e uniformidade;

(c) Elaborar projectos de convenção e de alterações às convenções e recomendar a sua adopção aos Governos interessados;

(d) Fazer recomendações para assegurar a interpretação e aplicação uniformes das convenções firmadas em virtude dos seus trabalhos, assim como da Convenção sobre a Nomenclatura para Classificação das Mercadorias nas Pautas Aduaneiras e da Convenção sobre o Valor Fiscal das Mercadorias elaboradas pelo Grupo de Estudos para a União Aduaneira Europeia; com esse fim, desempenhar as funções que lhe forem expressamente prescritas pelas disposições das ditas Convenções;

(e) Fazer recomendações, como organismo de conciliação, para a solução das divergências que surgirem a respeito da interpretação ou da aplicação das Convenções visadas no parágrafo (d) acima, de conformidade com as disposições das ditas Convenções; as partes interessadas, de comum acordo, podem tomar o compromisso antecipado de conformar-se com a recomendação do Conselho;

(f) Promover a difusão das informações referentes à regulamentação e à técnica aduaneiras;

(g) Fornecer aos Governos interessados, por sua iniciativa ou a pedido destes, informações ou pareceres sobre as questões aduaneiras compreendidas nos objectivos gerais da presente Convenção e fazer recomendações a este respeito;

(h) Cooperar com os outros organismos intergovernamentais nas matérias da sua competência.

#### ARTIGO IV

Os membros do Conselho fornecerão, a pedido deste, as informações e documentação de que necessite para cumprir a sua missão; todavia, nenhum membro do Conselho será obrigado a fornecer informações confidenciais cuja divulgação entrave a aplicação da lei, seja contrária ao interesse público ou prejudique os interesses comerciais legítimos das empresas públicas ou privadas.

#### ARTIGO V

O Conselho será assistido por uma Comissão Técnica Permanente e por um secretário-geral.

#### ARTIGO VI

(a) O Conselho elegerá anualmente entre os delegados um presidente e, pelo menos, dois vice-presidentes;

(b) Elaborará o seu regulamento interno por maioria de dois terços dos seus membros;

(c) Instituirá uma comissão da nomenclatura de conformidade com as disposições da Convenção sobre a nomenclatura para a classificação das mercadorias nas pautas aduaneiras e uma comissão do valor, conforme com as disposições da Convenção sobre o valor fiscal das mercadorias. Além disso, poderá instituir quaisquer outras comissões que entender necessárias para a aplicação das Convenções visadas no artigo III (d) ou para qualquer outro objecto da sua competência;

(d) Determinará as tarefas prescritas à Comissão Técnica Permanente e os poderes que nela delega;

(e) Aprovará o orçamento anual, fiscalizará as despesas e dará ao Secretariado-Geral as directrizes necessárias no que respeita à sua administração financeira.

#### ARTIGO VII

(a) A sede do Conselho será em Bruxelas;

(b) O Conselho, a Comissão Técnica Permanente e as comissões criadas pelo Conselho poderão reunir em local diferente do da sede do Conselho, se este assim o decidir;

(c) O Conselho reunirá, pelo menos, duas vezes por ano; a sua primeira reunião efectuar-se-á o mais tardar três meses depois da entrada em vigor da presente Convenção.

#### ARTIGO VIII

(a) Cada membro do Conselho terá direito a um voto; todavia, nenhum membro poderá participar em votação sobre questões relativas à interpretação e à aplicação das convenções em vigor visadas no artigo III (d) acima que lhe não sejam aplicáveis ou sobre as emendas relativas a essas convenções;

(b) Sob reserva do artigo VI (b), as decisões do Conselho serão tomadas por maioria de dois terços dos membros presentes com voto deliberativo. O Conselho só poderá pronunciar-se com validade sobre uma questão se estiver presente mais de metade dos seus membros com voto deliberativo no que se refere a essa questão.

#### ARTIGO IX

(a) O Conselho estabelecerá com as Nações Unidas, seus órgãos principais e subsidiários e suas instituições especializadas, assim como com quaisquer outros orga-

nismos intergovernamentais, todas as relações adequadas para assegurar colaboração nas missões respectivas;

(b) O Conselho poderá estabelecer os meios susceptíveis de facilitar as consultas e cooperação com os organismos não governamentais interessados em questões da sua competência.

#### ARTIGO X

(a) A Comissão Técnica Permanente compor-se-á de representantes dos Membros do Conselho. Cada Membro do Conselho poderá nomear um delegado e um ou vários delegados suplentes para o representar na Comissão.

Os representantes serão funcionários especializados nas questões de técnica aduaneira e poderão ser assistidos por peritos.

(b) A Comissão Técnica Permanente reunirá pelo menos quatro vezes por ano.

#### ARTIGO XI

(a) O Conselho nomeará o secretário-geral e o secretário-geral adjunto e determinará as suas funções, obrigações, estatuto administrativo e duração de mandato.

(b) O secretário-geral nomeará o pessoal administrativo do Secretariado-Geral. Os quadros e estatuto desse pessoal serão submetidos à aprovação do Conselho.

#### ARTIGO XII

(a) Cada Membro do Conselho tomará a seu cargo as despesas da sua própria delegação no Conselho, na Comissão Técnica Permanente e nas comissões criadas pelo Conselho.

(b) As despesas do Conselho serão suportadas pelos seus Membros e distribuídas segundo tabela elaborada pelo Conselho.

(c) O Conselho poderá privar de direito de voto qualquer Membro que não cumprir as suas obrigações financeiras no prazo de três meses depois de lhe ter sido notificado o quantitativo da sua contribuição.

(d) Cada Membro do Conselho é obrigado a pagar integralmente a sua quota-parte anual nas despesas do exercício durante o qual se tornar Membro do Conselho e daquele em que a sua retirada se tornar efectiva.

#### ARTIGO XIII

(a) O Conselho, no território de cada um dos seus Membros, gozará da capacidade jurídica necessária ao exercício das suas funções, tal como está definida no Anexo da presente Convenção.

(b) O Conselho, os representantes dos seus Membros, os conselheiros e peritos designados para os coadjuvar e os funcionários do Conselho gozam dos privilégios e imunidades definidos no dito Anexo.

(c) Este faz parte integrante da presente Convenção e qualquer referência à Convenção aplicar-se-á igualmente a este Anexo.

#### ARTIGO XIV

As Partes Contratantes aceitam as disposições do Protocolo relativo ao Grupo de Estudos para a União Aduaneira Europeia, aberto à assinatura em Bruxelas na mesma data que a presente Convenção. Para estabelecer a tabela de contribuições visada no artigo XII (b) o Conselho tomará em consideração a participação dos seus Membros no Grupo de Estudos.

#### ARTIGO XV

A presente Convenção estará patente à assinatura até ao dia 31 de Março de 1951.

## ARTIGO XVI

(a) A presente Convenção será ratificada.

(b) Os instrumentos de ratificação serão depositados no Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, que notificará desse depósito todos os Governos signatários e aderentes, assim como o secretário-geral.

## ARTIGO XVII

(a) A presente Convenção entrará em vigor desde que sete dos Governos signatários tenham depositado os respectivos instrumentos de ratificação;

(b) Para qualquer Governo signatário que deposite o seu instrumento de ratificação ulteriormente, a Convenção entrará em vigor na data do depósito desse instrumento de ratificação.

## ARTIGO XVIII

(a) O Governo de qualquer Estado não signatário da presente Convenção poderá aderir a esta a partir de 1 de Abril de 1951;

(b) Os instrumentos de adesão serão depositados no Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, que notificará desse depósito todos os Governos signatários e aderentes, assim como o secretário-geral;

(c) Para qualquer Governo aderente, a presente Convenção entrará em vigor na data do depósito dos seus instrumentos de adesão, mas não antes da sua entrada em vigor, tal como está fixada no artigo XVIII (a).

## ARTIGO XIX

A presente Convenção é firmada para duração ilimitada, mas qualquer Parte Contratante poderá denunciá-la em qualquer altura, cinco anos depois da sua entrada em vigor, tal como está fixada no artigo XVII (a). A denúncia tornar-se-á efectiva ao expirar o prazo de um ano, a contar da data da recepção da notificação de denúncia no Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica. Este avisará dessa recepção todos os Governos signatários e aderentes, assim como o secretário-geral.

## ARTIGO XX

(a) O Conselho poderá recomendar emendas à presente Convenção às Partes Contratantes;

(b) Qualquer Parte Contratante que aceite uma emenda notificará, por escrito, a sua aceitação ao Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica, que avisará todos os Governos signatários e aderentes, assim como o secretário-geral, da recepção da notificação de aceitação;

(c) Uma emenda entra em vigor três meses depois de terem sido recebidas no Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica as notificações de aceitação de todas as Partes Contratantes. Quando uma emenda tiver sido aceita por todas as Partes Contratantes, o Ministério dos Negócios Estrangeiros da Bélgica avisará todos os Governos signatários e aderentes, assim como o secretário-geral, comunicando-lhes a data da entrada em vigor dessa emenda;

(d) Depois da entrada em vigor de uma emenda, nenhum Governo poderá ratificar a presente Convenção ou a ela aderir sem aceitar igualmente essa emenda.

Em fé do que os abaixo assinados, devidamente autorizados pelos seus respectivos Governos, assinaram a presente Convenção.

Feito em Bruxelas, em quinze de Dezembro de mil novecentos e cinquenta (15 de Dezembro de 1950), em língua francesa e em língua inglesa, fazendo os dois textos igualmente fé, num único original que será depositado nos arquivos do Governo Belga, que enviará

cópias devidamente certificadas a todos os Governos signatários e aderentes.

Pela Alemanha:

*V. Maltzan.*

Pela Austria:

Pela Bélgica:

*Paul van Zeeland.*

Pela Dinamarca:

*Bent Falkenstjerne.*

Pela França:

*J. de Hautecloque.*

Pela Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

*J. H. Le Rougetel.*

Pela Grécia:

*D. Capsalis.*

Pela Irlanda:

Pela Islândia:

*Pétur Benediktsson.*

Pela Itália:

*Pasquale Diana.*

Pelo Luxemburgo:

*Roberts Als.*

Pela Noruega:

*Johan Georg Raeder.*

Pelos Países Baixos:

*G. Beelaerts van Blokland.*

Por Portugal:

*Eduardo Vieira Leitão.*

Pela Suécia:

*G. de Reuterskiold.*

Pela Suíça:

Pela Turquia:

## ANEXO

## Capacidade jurídica, privilégios e imunidades do Conselho

## ARTIGO I

## Definições

## Secção 1

Para a aplicação do presente Anexo:

- (i) Para os fins do artigo III, as palavras «bens e haveres» aplicam-se também aos bens e fundos administrados pelo Conselho no exercício das suas atribuições orgânicas;
- (ii) Para os fins do artigo V, a expressão «representantes dos membros» compreenderá todos os representantes, representantes suplentes, conselheiros, peritos técnicos e secretários de delegações.

## ARTIGO II

## Personalidade jurídica

## Secção 2

O conselho terá personalidade jurídica. Terá capacidade para:

- (a) Contratar;
- (b) Adquirir e dispor de bens imobiliários e mobiliários;
- (c) Ser parte em juízo.

Nestas matérias, o secretário-geral representa o Conselho.

## ARTIGO III

## Bens, fundos e haveres

## Secção 3

O Conselho, seus bens e haveres, em qualquer local onde se encontrem e qualquer que seja o detentor, gozam de imunidade de jurisdição, salvo na medida em que ele tiver renunciado a esta num caso particular. Entende-se todavia que a renúncia não pode ser extensiva a medidas de execução

## Secção 4

Os locais do Conselho são invioláveis.

Os seus bens e haveres, em qualquer lugar onde se encontrem e seja qual for o seu detentor, estão isentos de busca, requisição, confiscação, expropriação ou qualquer outra forma de compulsão executiva, administrativa, judiciária ou legislativa.

## Secção 5

Os arquivos do Conselho e, de maneira geral, todos os documentos que lhe pertençam ou estejam confiados são invioláveis em qualquer local onde se encontrem.

## Secção 6

Sem estar adstrito a nenhuma fiscalização, regulamentação ou moratória financeira:

(a) O Conselho pode deter cambiais de qualquer natureza e ter contas em qualquer moeda;

(b) O Conselho pode transferir livremente os seus fundos dum país para outro ou no interior de qualquer país e converter todas as cambiais por ele detidas em qualquer outra moeda.

## Secção 7

No exercício dos direitos que lhe são conferidos em virtude da secção 6 acima, o Conselho terá em conta todas as representações que lhe forem feitas por um dos seus Membros e atendê-las-á até ao ponto em que entender que daí não resultará prejuízo para os seus próprios interesses.

## Secção 8

O Conselho, seus haveres, rendimentos e outros bens:

(a) Serão exonerados de todos os impostos directos; entende-se, todavia, que o Conselho não pedirá a exoneração de impostos que sejam mera remuneração de serviços de utilidade pública;

(b) Serão exonerados de todos os direitos aduaneiros e de todas as proibições e restrições de importação ou exportação no que se refere a objectos importados ou exportados pelo Conselho para seu uso oficial; entende-se, no entanto, que os artigos assim importados em franquia não serão vendidos no território do país em que tiverem entrado, a não ser em condições aprovadas pelo Governo desse país;

(c) Serão exonerados de todos os direitos aduaneiros e de todas as proibições e restrições no que se refere às suas publicações.

## Secção 9

Embora o Conselho não reivindique, por via de regra, a exoneração de sisas e impostos sobre transacções incluídos no preço de bens mobiliários ou imobiliários; no entanto, quando efectuar para seu uso oficial aquisições importantes cujo preço inclua encargos dessa natureza, os membros do Conselho, sempre que lhes for possível, tomarão as disposições administrativas apropriadas para a isenção ou o reembolso desses encargos.

## ARTIGO IV

## Facilidades de comunicações

## Secção 10

Para as suas comunicações oficiais o Conselho gozará no território de cada um dos seus membros um tratamento não menos favorável que o concedido por esse membro a qualquer outro Governo, inclusive à sua missão diplomática, em matéria de prioridades, tarifas e taxas sobre correio, cabogramas, telegramas, radiotelegramas, telefotos, comunicações telefónicas e outras comunicações, assim como em matéria de tarifas de imprensa para as informações à imprensa e à rádio.

## Secção 11

Não poderá ser aplicada censura à correspondência oficial e outras comunicações oficiais do Conselho.

A presente secção não poderá de maneira nenhuma interpretar-se como impedimento da adopção de medidas de segurança apropriadas, a determinar por acordo entre o Conselho e qualquer dos seus membros.

## ARTIGO V

## Representantes dos membros

## Secção 12

Nas reuniões do Conselho, da Comissão Técnica Permanente e das Comissões do Conselho, os representantes dos seus membros, durante o exercício das suas funções e nas viagens de ida e regresso do local de reunião, gozam dos privilégios e imunidades seguintes:

(a) Imunidade de prisão ou detenção, de apreensão das suas bagagens pessoais, e imunidade de toda a jurisdição no que respeita aos actos por eles praticados na sua qualidade oficial (inclusive as suas palavras e escritos);

(b) Inviolabilidade de todos os papéis e documentos;

(c) Direito de usar códigos e de receber documentos ou correspondência por correios ou por malas seladas;

(d) Isenção para si próprios e para os cônjuges em relação a todas as medidas restritivas de imigração e a todas as formalidades de registo de estrangeiros nos países por eles visitados ou atravessados no exercício das suas funções;

(e) No referente a restrições monetárias ou cambiais, facilidades iguais às concedidas aos representantes dos Governos estrangeiros em missão oficial temporária;

(f) No referente às suas bagagens pessoais, facilidades e imunidades iguais às concedidas aos membros de missões diplomáticas de categoria comparável.

## Secção 13

A fim de assegurar aos representantes dos membros nas reuniões do Conselho da Comissão Técnica Permanente e das Comissões do Conselho uma liberdade completa de palavra e uma absoluta independência no desempenho das suas funções, continuará a ser-lhes concedida, mesmo depois de terminados os seus mandatos,

a imunidade de jurisdição relativamente às suas palavras, escritos e actos decorrentes do exercício das suas funções.

#### Secção 14

Os privilégios e imunidades são concedidos aos representantes dos membros para garantir completa independência ao exercício das suas funções em relação ao Conselho, e não para seu benefício pessoal. Por consequência, qualquer membro tem não somente o direito, mas também o dever, de suspender a imunidade a um seu representante em todos os casos em que no seu entender a imunidade impedisse que se fizesse justiça e em que a imunidade possa ser suspensa sem prejuízo para o fim para que foi concedida.

#### Secção 15

As disposições das secções 12 e 13 não podem ser opostas às autoridades do Estado de que a pessoa é nacional ou de que ela é ou foi representante.

### ARTIGO VI

#### Funcionários do Conselho

##### Secção 16

O Conselho determinará as categorias de funcionários aos quais se aplicam as disposições do presente artigo.

O secretário-geral comunicará aos membros do Conselho os nomes dos funcionários incluídos nessas categorias.

##### Secção 17

Os funcionários do Conselho:

(a) Gozarão de imunidade de jurisdição relativamente aos actos que praticarem no exercício das suas funções e no limite das suas atribuições (inclusive as suas palavras e escritos);

(b) Serão exonerados de todos os impostos sobre vencimentos e emolumentos que lhes forem pagos pelo Conselho;

(c) Não serão sujeitos, bem como os seus cônjuges e as pessoas de família a seu cargo, a medidas restritivas relativas à imigração nem a formalidades de registo de estrangeiros;

(d) Gozarão, no referente a facilidades cambiais, dos mesmos privilégios que os membros das missões diplomáticas de categoria comparável;

(e) Gozarão, bem como os seus cônjuges e as pessoas de família a seu cargo, em período de crise internacional, das mesmas facilidades de repatriamento que os membros das missões diplomáticas de categoria comparável;

(f) Gozarão do direito de importar em franquia o seu mobiliário e objectos de uso pessoal na ocasião da sua primeira entrada em funções no país interessado, e de os reexpedir em franquia para o seu país de domicílio quando cessem as suas funções.

##### Secção 18

Além dos privilégios e imunidades previstos na secção 17, o secretário-geral do Conselho gozará, bem como o seu cônjuge e os filhos menores, dos privilégios, imunidades, isenções e facilidades concedidas aos chefes de missões diplomáticas segundo as normas de direito internacional.

O secretário-geral adjunto gozará dos privilégios, imunidades, isenções e facilidades concedidas aos representantes diplomáticos de categoria comparável.

#### Secção 19

Os privilégios e imunidades são concedidos aos funcionários unicamente no interesse do Conselho, e não para seu benefício pessoal. O secretário-geral poderá e deverá suspender a imunidade concedida a um funcionário em todos os casos em que no seu entender essa imunidade impeça que se faça justiça e em que a imunidade possa ser suspensa sem prejuízo para os interesses do Conselho. O direito de suspender a imunidade do secretário pertence exclusivamente ao Conselho.

### ARTIGO VII

#### Peritos em missão do Conselho

##### Secção 20

Os peritos (que não sejam os funcionários visados no artigo VI), quando desempenhem missões do Conselho e durante o tempo que essas missões durarem, inclusive o tempo de viagem, gozarão dos privilégios, imunidades e facilidades necessárias para o exercício das suas funções, em particular as seguintes:

(a) Imunidade de prisão ou detenção e de apreensão das suas bagagens;

(b) Imunidade de jurisdição relativamente aos actos que praticarem no exercício das suas missões e no limite das suas atribuições (inclusive as suas palavras e escritos);

(c) Inviolabilidade de todos os papéis e documentos.

##### Secção 21

Os privilégios, imunidades e facilidades são concedidos aos peritos no interesse do Conselho, e não para seu benefício pessoal. O secretário-geral poderá e deverá suspender a imunidade concedida a um perito em todos os casos em que no seu entender essa imunidade impedisse que se fizesse justiça e em que a imunidade possa ser suspensa sem prejuízo para os interesses do Conselho.

### ARTIGO VIII

#### Abuso de privilégios

##### Secção 22

Os representantes dos Membros nas reuniões do Conselho, da Comissão Técnica Permanente e das Comissões do Conselho, durante o exercício das suas funções e nas viagens com destino ou em proveniência do lugar de reunião, assim como os funcionários visados na secção 16 e na secção 20, não serão obrigados pelas autoridades territoriais a sair do país em que exercem as suas funções em virtude de actividades que exercerem na sua qualidade oficial. Todavia, no caso em que uma das ditas pessoas abusasse do privilégio de residência exercendo nesse país actividades sem relação com as suas funções oficiais, poderia ser obrigada a sair do país pelo Governo deste, sob reserva das disposições seguintes:

(i) Os representantes dos Membros do Conselho ou as pessoas que beneficiem de imunidade diplomática nos termos da secção 18 só serão obrigados a sair do país de conformidade com as fórmulas de processo diplomático aplicáveis aos enviados diplomáticos acreditados nesse país;

(ii) No caso de um funcionário ao qual não seja aplicável a secção 18, não se tomará nenhuma decisão de expulsão sem a aprovação do Mi-

nistério dos Negócios Estrangeiros do país em causa, aprovação que não será dada sem prévia consulta ao secretário-geral do Conselho; e se for instaurado processo de expulsão contra um funcionário, o secretário-geral do Conselho terá o direito de intervir nesse processo em nome da pessoa contra quem o processo for instaurado.

#### Secção 23

O secretário-geral colaborará a todo o tempo com as autoridades competentes dos Membros do Conselho para facilitar a boa administração da justiça, assegurar a observância dos regulamentos de policia e evitar qualquer abuso a que pudessem dar ensejo os privilégios, imunidades e facilidades enumerados no presente Anexo:

#### ARTIGO IX

#### Solução de divergências

##### Secção 24

O Conselho deverá prever formas de solução apropriadas para:

(a) Os litígios em matéria de contratos ou outros litígios de direito privado em que o Conselho seja parte;

(b) Os litígios em que esteja implicado um funcionário do Conselho que em virtude da sua situação oficial

beneficie de imunidade, se essa imunidade não tiver sido suspensa de conformidade com as disposições das secções 19 e 21.

#### ARTIGO X

#### Acordos complementares

##### Secção 25

O Conselho poderá concluir acordos complementares com uma ou algumas das Partes Contratantes, para facilidade de aplicação das disposições do presente Anexo relativamente a essa Parte Contratante ou a essas Partes Contratantes.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 24 de Novembro de 1952. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — António de Oliveira Salazar — João Pinto da Costa Leite — Fernando dos Santos Costa — Joaquim Trigo de Negreiros — Manuel Gonçalves Cavaleiro de Ferreira — Artur Aguedo de Oliveira — Adolfo do Amaral Abranches Pinto — Américo Deus Rodrigues Thomaz — Paulo Arsénio Viríssimo Cunha — José Frederico do Casal Ribeiro Ulrich — Manuel Maria Sarmiento Rodrigues — Fernando Andrade Pires de Lima — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — José Soares da Fonseca.